

61068-2026 - Procedura konkurencyjna

Francja – Usługi naprawcze i konserwacyjne – Maintien en condition opérationnelle et maîtrise technique des stations de traitement de l'eau mobiles (STEM)

OJ S 19/2026 28/01/2026

Ogłoszenie o zamówieniu lub ogłoszenie o koncesji – tryb standardowy - Ogłoszenie o zmianie Usługi

1. Nabywca

1.1. Nabywca

Oficjalna nazwa: MINARM/TERRE/SIMMT/DDC

E-mail: simmt-ddc.ach.fct@intradef.gouv.fr

Status prawny nabywcy: Podmiot prawa publicznego

Sektor działalności instytucji zamawiającej: Obronność

2. Procedura

2.1. Procedura

Tytuł: Maintien en condition opérationnelle et maîtrise technique des stations de traitement de l'eau mobiles (STEM)

Opis: Maintien en condition opérationnelle et maîtrise technique des stations de traitement de l'eau mobiles (STEM)

Identyfikator procedury: 86153f54-9e74-4bb1-8cee-5f3f594f5e08

Wewnętrzny identyfikator: 25N60100

Rodzaj procedury: Negocjacyjna z uprzednią publikacją zaproszenia do ubiegania się o zamówienie / konkurencyjna z negocjacjami

Procedura jest przyspieszona: nie

Główne aspekty procedury: articles L2324-1, L2324-3, R2324-1, R2324-3, R2361-8 à 12 du code de la commande publique

2.1.1. Przeznaczenie

Charakter zamówienia: Usługi

Główna klasyfikacja (cpv): 50000000 Usługi naprawcze i konserwacyjne

Dodatkowa klasyfikacja (cpv): 45232421 Roboty w zakresie oczyszczania ścieków

2.1.2. Miejsce realizacji

Podpodział krajowy (NUTS): Doubs (FRC21)

Kraj: Francja

2.1.2. Miejsce realizacji

Podpodział krajowy (NUTS): Tarn-et-Garonne (FRJ28)

Kraj: Francja

2.1.2. Miejsce realizacji

Podpodział krajowy (NUTS): Maine-et-Loire (FRG02)

Kraj: Francja

2.1.3. Wartość

Szacunkowa wartość bez VAT: 20 833 333,33 EUR

Maksymalna wartość umowy ramowej: 25 000 000,00 EUR

2.1.4. Informacje ogólne

Informacje dodatkowe: En cas de groupement d'opérateurs économiques au sens de l'article R.234212 du CCP, la forme juridique du groupement n'est pas imposée. Toutefois, si le candidat se présente sous la forme d'un groupement conjoint, le mandataire devra être solidaire, pour l'exécution du marché public, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur. Les candidatures et les offres sont présentées soit par l'ensemble des opérateurs économiques groupés, soit par le mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter ces opérateurs économiques au stade de la passation du marché public. Il est interdit de présenter plusieurs offres en agissant à la fois : en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements, en qualité de membres de plusieurs groupements. Les groupements pourront être constitués ou modifiés jusqu'à la date de remise de la meilleure et dernière offre (MEDO). En outre, conformément aux dispositions de l'article R.2342 14 du CCP, en cas de restructuration de société, notamment de rachat, de fusion ou d'acquisition ou, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, le groupement peut demander à l'acheteur l'autorisation de continuer à participer à la procédure de passation en proposant, le cas échéant, à l'acceptation de l'acheteur, un ou plusieurs nouveaux membres du groupement, sous contractants ou entreprises liées. L'acheteur se prononce sur cette demande après examen de la capacité de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous contractants ou entreprises liées à son acceptation, au regard des conditions de participation. Les documents listés ci-après et exigés aux candidats sont obligatoires, sous peine de rejet de la candidature de l'opérateur économique (en outre tout candidat ou groupement ne paraissant pas posséder les capacités suffisantes pour obtenir le marché, pourra être rejeté). Pièce 1 : La lettre de candidature : imprimé DC1 modèle du 1er avril 2019 dûment renseigné par le candidat se présentant seul ou, en cas de candidature groupée, par l'ensemble des membres du groupement. Pièce 2 : La déclaration du candidat : imprimé DC2 modèle du 1er avril 2019 dûment rempli par le candidat se présentant seul ou, en cas de candidature groupée, un imprimé DC2 rempli par chaque membre du groupement, en prenant soin de renseigner la totalité des rubriques. Nota : Les imprimés réclamés ci-dessus sont ceux en vigueur. Ils peuvent être remplacés par des documents contenant les mêmes informations. Le repérage des numéros des pièces contenues dans le dossier doit être prévu par le candidat. L'ensemble des documents doit être rédigé en langue française. Si le candidat transmet des documents en langue étrangère, il doit impérativement joindre une traduction en langue française. Conformément à l'article R.2342-2 du CCP, dans le cas où le candidat voudrait se prévaloir des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, il fournit leur chiffre d'affaires global et/ou spécifique réalisé(s) au cours des trois derniers exercices disponibles, ainsi que les documents demandés supra aux candidats justifiant les capacités professionnelles et techniques sur lesquelles le candidat s'appuie. En outre, pour justifier qu'il dispose de leurs capacités pour l'exécution du marché public, le candidat produit un engagement écrit et signé des opérateurs économiques. Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics, si le candidat n'est pas en mesure, pour une raison justifiée de produire les documents et les références demandés, il est autorisé à prouver sa capacité économique, financière, technique et professionnelle par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur. L'acheteur vérifie que l'ensemble des documents demandés au titre de la candidature ont été transmis. Au cas où les pièces demandées sont absentes ou incomplètes, l'acheteur peut demander au candidat de compléter son dossier de candidature. Le cas échéant, l'acheteur peut demander au candidat

de compléter ou d'expliquer les documents justificatifs et moyens de preuve fournis ou obtenus. L'acheteur élimine les candidats dont les documents exigés n'ont pas été produits dans le délai fixé. Récapitulatif des cas de rejet d'une candidature : Dossier de candidature reçu après l'échéance fixée par l'acheteur, figurant dans l'avis d'appel public à la concurrence. Dossier de candidature transmis selon des modalités ne respectant pas celles fixées dans l'annexe relative à l'avis de transmission des plis de l'AAPC, ne permettant pas notamment de déterminer de façon certaine la date et l'heure de leur réception et d'en garantir la confidentialité (exemple : transmission par courriel hors « PLACE »). Candidat faisant l'objet d'une interdiction de soumissionner à un marché public en application des dispositions des articles L.2341-1 à L.2341-3 et L.2341-5 du CCP dossier de candidature ne comportant pas toutes les pièces mentionnées dans les conditions de participations, ou comportant des pièces incomplètes, ou rédigées dans une langue étrangère sans traduction en langue française, dossier de candidature contenant un virus et si aucune copie de sauvegarde n'a été transmise. Candidat ne présentant manifestement pas les capacités financières, professionnelles et techniques suffisantes pour exécuter le marché public. Candidat d'un pays tiers à l'union européenne ou à l'espace économique européen. Modalités de communication et de transmission des plis pour la consultation : le candidat doit indiquer dans son dossier de candidature, au sein du DC1 ou équivalent, une adresse de courrier électronique valide, et doit prendre régulièrement connaissance du contenu de cette messagerie en cours de procédure. Il est tenu d'informer l'acheteur de toute modification de cette adresse de courrier électronique en cours de procédure. En effet, pour ses échanges avec les opérateurs économiques, notamment les réponses à leurs questions, les éventuelles demandes de complément de dossier et l'information des candidats retenus et non retenus, l'acheteur communique exclusivement via la messagerie sécurisée de la PLACE. Les courriels sont envoyés par la PLACE depuis l'adresse nepasrepondreprod@marches-publics.gouv.fr. L'opérateur économique doit prendre le soin de vérifier au préalable que cette adresse électronique soit accessible ou inscrite sur liste blanche pour passer les filtres éventuellement mis en place (serveurs, clients de messagerie, logiciel tiers, antispam). Les modalités de transmission des plis électroniques sont précisées dans une notice d'information en annexe relative à l'avis de transmission des plis de l'AAPC. Les renseignements d'ordre techniques et administratifs peuvent être obtenus uniquement sur demande écrite et doivent être transmis par l'interface de questions de la PLACE 10 jours calendaires avant la date de remise des candidatures. Pour les questions posées ultérieurement, le pouvoir adjudicateur ne sera pas tenu de répondre. Pour accéder à l'interface de questions : sur le site indiquer la référence de la consultation dans la case <https://www.marches-publics.gouv.fr>, "recherche avancée". En cas de difficulté, les opérateurs économiques disposent de guides tutoriels téléchargeables sur la PLACE, d'une FAQ et d'une assistance téléphonique après génération d'un ticket le cas échéant, destinés à les guider et les aider à utiliser les fonctionnalités de la PLACE à les aider à déposer leurs plis de candidature et d'offres et leurs documents sur cette plateforme.

Podstawa prawna:

Dyrektywa 2009/81/WE

2.1.6. Podstawy wykluczenia

Powody wykluczenia źródła: Dokumenty zamówienia

5. Część zamówienia

5.1. Część zamówienia: LOT-0001

Tytuł: Maintien en condition opérationnelle et maîtrise technique des stations de traitement de l'eau mobiles (STEM)

Opis: Maintien en condition opérationnelle et maîtrise technique des stations de traitement de l'eau mobiles (STEM

Wewnętrzny identyfikator: 25N60100

5.1.1. Przeznaczenie

Charakter zamówienia: Usługi

Główna klasyfikacja (cpv): 50000000 Usługi naprawcze i konserwacyjne

Dodatkowa klasyfikacja (cpv): 45232421 Roboty w zakresie oczyszczania ścieków

5.1.2. Miejsce realizacji

Podpodział krajowy (NUTS): Doubs (FRC21)

Kraj: Francja

5.1.2. Miejsce realizacji

Podpodział krajowy (NUTS): Maine-et-Loire (FRG02)

Kraj: Francja

5.1.2. Miejsce realizacji

Podpodział krajowy (NUTS): Tarn-et-Garonne (FRJ28)

Kraj: Francja

Informacje dodatkowe: sans objet

5.1.3. Szacowany okres obowiązywania

Okres obowiązywania: 96 Miesiące

5.1.4. Wznowienie

Maksymalna liczba wznowień: 0

5.1.5. Wartość

Szacunkowa wartość bez VAT: 20 833 333,33 EUR

5.1.6. Informacje ogólne

Zastrzeżony udział:

Udział nie jest zastrzeżony.

Projekt zamówienia niefinansowany z funduszy UE

Przedmiotowe zamówienie jest odpowiednie również dla małych i średnich przedsiębiorstw (MŚP): tak

Informacje dodatkowe: Une description des stations est annexée au dossier de consultation des entreprises au stade de la candidature accessible sur la PLACE.

5.1.9. Kryteria kwalifikacji

Źródła kryteriów wyboru: Dokumenty zamówienia

5.1.10. Kryteria udzielenia zamówienia

Kryterium:

Nazwa: Se référer au dossier de consultation des entreprises à la phase offre

5.1.12. Warunki udzielenia zamówienia

Warunki zgłoszenia:

Obowiązkowe wskazanie podwykonawstwa: Część zamówienia, której realizację oferent zamierza zlecić podwykonawcom

Zgłoszenie elektroniczne: Wymagane

Języki, w których można składać oferty lub wnioski o dopuszczenie do udziału: francuski

Oferty wariantowe: Niedozwolone

Termin składania wniosków o dopuszczenie do udziału: 03/02/2026 12:00:00 (UTC+01:00)
czas środkowoeuropejski, czas zachodnioeuropejski letni

Warunki zamówienia:

Wykonanie zamówienia musi odbywać się w ramach programów zatrudnienia chronionego: Nie
Warunki dotyczące realizacji zamówienia: Accord-cadre mono-attributaire à bons de
commande et à marchés subséquents ordinaires et à bons de commande. Se référer au
dossier de consultation au stade de l'offre

Fakturowanie elektroniczne: Wymagane

Zasady finansowe: Le financement est assuré exclusivement par des ressources budgétaires
propres au ministère des Armées. L'avance, les acomptes et les versements à titre de
règlement partiel ou de solde sont précisés dans le cahier des clauses administratives
particulières (CCAP) du dossier de consultation des entreprises (DCE). Le délai global de
paiement est de 30 jours.

Podwykonawstwo:

Wykonawca musi wskazać wszelkie zmiany podwykonawców w trakcie wykonywania
zamówienia.

5.1.15. Techniki

Umowa ramowa:

Umowa ramowa, bez ponownego poddania zamówienia procedurze konkurencyjnej

Maksymalna liczba uczestników: 0

Uzasadnienie okresu obowiązywania umowy ramowej: La durée de validité de l'accord-cadre
est de 8 ans à compter de la date de notification compte-tenu de la nature des prestations de
MCO à réaliser tout au long du cycle de vie des stations.

Informacje o dynamicznym systemie zakupów:

Brak dynamicznego systemu zakupów

5.1.16. Dalsze informacje, mediacja i odwołanie

Organ mediacyjny: MINARM/TERRE/SIMMT/DDC

Organ odwoławczy: Tribunal Administratif de Versailles

Informacje o terminach odwołania: Référé précontractuel (avant la conclusion du marché) :
articles L.5511 à 4 et L.5511-10 à 12 du Code de la Justice Administrative (CJA) Référé
contractuel : articles L.5511-3 à 23 du CJA (après la conclusion du marché dans un délai de
31 jours à compter de la publication de l'avis d'attribution, en l'absence de respect du délai de
suspension de signature de 11 jours, recours à exercer dans un délai de 6 mois à compter du
lendemain du jour de la conclusion de l'accord-cadre. Recours de pleine juridiction en
contestation de la validité du contrat dans un délai de 2 mois à compter de l'accomplissement
des mesures de publicité concernant l'attribution du marché (jurisprudence du Conseil d'État 4
avril 2014 "Département du Tarn et Garonne" n°358994).

Organizacja udzielająca dodatkowych informacji na temat postępowania o udzielenie
zamówienia: MINARM/TERRE/SIMMT/DDC

Organizacja zapewniająca dostęp offline do dokumentów zamówienia: MINARM/TERRE
/SIMMT/DDC

Organizacja udzielająca dodatkowych informacji na temat procedur odwoławczych: Tribunal
Administratif de Versailles

8. Organizacje

8.1. ORG-0001

Oficjalna nazwa: MINARM/TERRE/SIMMT/DDC

Numer rejestracyjny: 15400005300582
Adres pocztowy: route des docks quartier ingénieur général Jayat CS 30704
Miejscowość: VERSAILLES
Kod pocztowy: 78013
Podpodział krajowy (NUTS): Yvelines (FR103)
Kraj: Francja
E-mail: simmt-ddc.ach.fct@intradef.gouv.fr
Telefon: 0173955143
Adres strony internetowej: www.marches-publics.gouv.fr
Adres na potrzeby wymiany informacji (URL): www.marches-publics.gouv.fr
Profil nabywcy: www.marches-publics.gouv.fr

Role tej organizacji:

Nabywca
Organizacja udzielająca dodatkowych informacji na temat postępowania o udzielenie zamówienia
Organizacja zapewniająca dostęp offline do dokumentów zamówienia
Organ mediacyjny

8.1. ORG-0002

Oficjalna nazwa: Tribunal Administratif de Versailles
Adres pocztowy: 56 avenue de Saint-Cloud
Miejscowość: VERSAILLES
Kod pocztowy: 78011
Podpodział krajowy (NUTS): Yvelines (FR103)
Kraj: Francja
E-mail: greff.ta-versailles@juradm.fr
Telefon: 0139205400
Faks: 33 139211119
Adres strony internetowej: www.telerecours.fr

Role tej organizacji:

Organ odwoławczy
Organizacja udzielająca dodatkowych informacji na temat procedur odwoławczych

8.1. ORG-0000

Oficjalna nazwa: Publications Office of the European Union
Numer rejestracyjny: PUBL
Miejscowość: Luxembourg
Kod pocztowy: 2417
Podpodział krajowy (NUTS): Luxembourg (LU000)
Kraj: Luksemburg
E-mail: ted@publications.europa.eu
Telefon: +352 29291
Adres strony internetowej: <https://op.europa.eu>

Role tej organizacji:

TED eSender

10. Zmiana

Poprzednia wersja ogłoszenia, która jest zmieniana
:

850314-2025

Główny powód zmiany

:

Korekta nabywcy

Informacje o ogłoszeniu

Identyfikator/wersja ogłoszenia: 3e826828-a37c-4060-8337-0e2149886396 - 01

Typ formularza: Procedura konkurencyjna

Rodzaj ogłoszenia: Ogłoszenie o zamówieniu lub ogłoszenie o koncesji – tryb standardowy

Podrodzaj ogłoszenia: 18

Ogłoszenie – data wysłania: 27/01/2026 13:12:41 (UTC+00:00) czas zachodnioeuropejski, GMT

Języki, w których przedmiotowe ogłoszenie jest oficjalnie dostępne: francuski

Numer publikacji ogłoszenia: 61068-2026

Numer wydania Dz.U. S: 19/2026

Data publikacji: 28/01/2026